L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 NOVEMBRE 1886. 60me Année

Dufour & Donnet.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI 11 NOVEMBRE 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Une ligne de steamships entre la Nouvelle-Orléans et le Brésil.

Nous avons à nous occuper d'un projet intéressant, utile, dont le succès peut et doit donner une puissante impulsion à notre commerce. Dans les affaires de ce genre, il nous arrive, trop souvent d'être obligés de prodiguer les critiques et les réflexions amères, pour n'être pas enchantés de n'avoir qu'à distribuer des éloges et des félicitations, qu'à jeter un cri d'espérance, presque de foi, dans l'avenir.

Nous avons entretenu nos lecteurs de la Ligue du commerce maritime qui a dû se réunir, hier, à Pensacola, et on vont se débattre des questions dont la solution — quelle qu'elle soit—exercerame forte action sur notre négoce intérieur et extérieur. Dans le courant de l'été dernier, un comité composé de nos plus notables commerçants avait été formé dans le but de préparer les voies à l'établissement d'une ligue de steamships entre la Nouvelle-Orléans et la Vallée du Mississippi, spécialement entre la Nouvelle-Orléans et Rio. La veille de la réunion de la Convention de Pensacola, le comité s'est assemblé dans la salle des directeurs de la Bourse aux produits. Nous voulons citer les noms des personnes présentes; nos lecteurs seront ainsi plus à même de juger de l'importance du mouvement. Outre M. Isidore Newman, qui présidait, avaient répondu à la convocation : MM. J. I. Adams, Pearl Wight, M. Schwabacher, S. B. McConnico, auxquels s'étaient adjoints M. N. D. Wallace, président de la Bourse aux produits ; M. B. M. Smith, secrétaire de la même Bourse ; le Col. R. C. Wood, de la Ligue Nationale du Commerce maritime ; M. F. E. Guédry, représentant la compagnie du chemin de fer et de la navigation de la Floride, ainsi que M. Tupper.

M. Guedry, chargé, depuis assez longtemps, d'entamer des négociations à ce sujet, s'était abouché avec des négociants de Birmingham, Alabama, fort intéressés, comme on le pense bien, à la création de la ligne. Afin de se rendre compte de la situation, il faut savoir que l'Alabama peut fabriquer le fer et l'expédier pour New-York, au prix exceptionnellement bas de $10 la tonne, tandis que les usines de Pittsburgh ne peuvent en livrer la tonne qu'à $15 75. La différence est énorme. Les industriels du Nord-Est étaient, d'abord, fortement opposés à ce que l'on accordât des subsides pour l'établissement d'une ligne partant d'un port quelconque du Sud, mais ils ne sont aperçus qu'ils seraient les premières victimes de leur conduite. D'adversaires, qu'ils étaient, du projet, ils en deviennent les ardents partisans.

D'autre part, l'Ouest a beaucoup à gagner à envoyer, directement, ses produits dans l'Amérique du Sud. Avec des steamers, on y peut déposer un baril de farine sur les quais, à $7 50, y compris le fret et les droits, tandis qu'avec les moyens actuels de communication, le même baril revient de $12 à $14.

De plus, la traversée de la Nouvelle-Orléans à Rio, se fait en quatorze jours, tandis que de New York à la même capitale elle prend de vingt à vingt-huit jours.

Un des assistants à la réunion de la Bourse aux produits a ajouté que la ville de St. Louis est puissamment intéressée à l'établissement de la ligne projetée que notre port. Elle distribue, chaque année, dans la Vallée du Mississippi, au moins deux millions de sacs de café, tandis que la Nouvelle-Orléans n'en reçoit que deux mille. C'est par des voies détournées et coûteuses que cette masse de produits parvient dans la métropole de l'Ouest, laquelle aimerait beaucoup mieux les recevoir directement et, nécessairement, à meilleur marché, de la métropole du Sud.

Tout milite donc en faveur du projet qu'il s'agit de mettre à exécution. Reste à s'occuper des voies et moyens. Voici la proposition que M. Guédry est autorisé à faire à la Nouvelle-Orléans, de la part des compagnies qu'il représente et des négociants de Birmingham. Il faut une somme de $600,000 pour fonder une ligne de steamships. La Nouvelle-Orléans est invitée à verser une somme de $150,000 — moyennant quoi, les souscripteurs étrangers s'engagent à fournir le reste, soit $450,000.

"On a—ajoute M. Guédry—manifesté la crainte de voir les actionnaires du dehors favoriser tel ou tel autre port aux dépens du nôtre; il est bien facile d'éviter le danger. Que la Nouvelle-Orléans, au lieu de se borner à une souscription de $150,000, l'élève à $300,000 ou $310,000 et elle est la maîtresse du terrain ; elle contrôle tous les actes de la compagnie." Rien de plus juste.

Il ne faut pas oublier, non plus, que le Brésil a fait, depuis longtemps, une offre de $150,000 à condition que, du côté des Etats-Unis, on en verçât autant.

Le gouvernement impérial tient bon et maintient intacte sa proposition primitive. On voit là encore une nouvelle et puissante chance de succès. Le mouvement est-il bien imprimé, cette fois ? Nous trouvons nous dans des conditions à passer, du domaine de la théorie du projet, dans celui de l'exécution ? En est-ce fait des délibérations vides et stériles, et allons-nous passer à l'action ? Nous le croyons, en acceptant, pour garant, les réflexions qu'a faites, dans la séance, M. Schwabacher, et qui ont reçu l'approbation unanime de l'assemblée.

Nous voulons relever l'argument qu'il a développé ; il est sensé, pratique ; il repose sur un fait malheureux qui n'est que trop acquis aux débats. Plus que tout autre, il peut meurir un succès, puisqu'il vise à faire déblayer le terrain du plus grand obstacle que rencontrent, aux Etats-Unis, les entreprises de ce genre. M. Schwabacher prie, supplie, qu'on cesse de perdre son temps à mendier au gouvernement général des subsides que l'on attend sans cesse et qui n'arrivent jamais, vu qu'il ne veut pas les accorder et qu'en dépit des faits les plus évidents, des précédents les plus respectables, il s'obstine à en nier la légalité, l'utilité, la nécessité.

On a beau lui mettre sous les yeux les exemples de l'Angleterre, la nation modèle dans l'art de développer une marine marchande; la France, qui l'a imitée, l'a vite et la serre de près ; l'Allemagne, qui prodigue les millions pour se créer des marchés sur les deux continents, et a inventé, dans ce but, le colportage maritime; l'Italie, qui tente des efforts inouïs pour devenir, elle aussi, une puissance commerciale—le Congrès ferme les yeux et fait la sourde oreille, il ne veut rien voir, rien entendre. Même quand une puissance avec laquelle l'Union devrait faire des affaires d'or ; quand le Brésil va au-devant de lui et lui offre de payer la moitié des dépenses pour établir une ligne de steamers entre les deux pays, il ne daigne même pas répondre à ces avances. A ce peuple, qui se targue d'avoir l'esprit pourtant développé au suprême degré, qui a su, en quelques années, imprimer à ses industries nationales un mouvement vertigineux et opérer de véritables prodiges de mercantilisme intérieur, il semble qu'il manque un sens—qui est le bon—celui du négoce extérieur, du commerce maritime. Laissons donc les Chambres avec leurs sottes tergiversations, leur inqualifiable aveuglement, leurs ridicules remises de session en session, de congrès en congrès, et, puisqu'elles s'entêtent à ne pas servir nos intérêts, servons-les nous-mêmes.

M. Schwabacher a raison. Passons-nous du gouvernement ; les choses n'en iront que mieux et plus vite. Nous vivons, nous nous mouvons dans le pays, par excellence, de l'initiative privée, et quiconque peut se passer des secours, toujours onéreux, de l'administration, n'a jamais qu'à s'en féliciter.

LOUISIANE.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St-Tammany, du 6 novembre :

Nous avons, samedi et dimanche, rendu visite à notre ami Milton Burns, dont l'habitation est à 12 milles au nord de Covington. Les chemins étaient en bon état, mais on ne peut plus poussiéreux. Sur l'habitation Chubby Hill, nous avons trouvé Milton et "Cliff" en train de broyer du maïs ; c'est la besogne réservée au samedi. Le reste de la semaine est consacré à passer le coton au moulin. La propriété Milton, à quatre milles plus loin, est admirablement située au milieu d'un paysage accidenté et pittoresque. M. Milton a une belle récolte de maïs et de coton à moitié moissonnée ; il reste, cependant, la valeur de quelques balles de coton dans le champ. Une partie de la ferme est louée à des tenanciers C'est la plus vaste habitation de la paroisse ; elle comprend 30 acres de coton et 15 de maïs. On y a construit, dernièrement, un très joli "cottage" qui n'est pas encore achevé. Quand il le sera, ce sera une des résidences les plus agréables et les plus confortables de la paroisse. Nous avons parcouru toute la propriété, le fusil à la main, en quête de perdrix, et nous avons abattu bon nombre de pièces de gibier.

Nous sommes revenus de notre excursion, dimanche soir, enchantés de notre voyage et émerveillés de ce qu'on peut faire dans notre paroisse, en cultivant le coton et le maïs, mais à Chubby Hill, on fait de très bon maïs dont on a gardé une bonne partie, en vue la semence. Sur la propriété de M. Preston Burns, de MM. Theobald et Munsch, on cultive aussi quelques acres en cannes.

En fait, cette partie de la paroisse est en pleine prospérité, grâce aux habitants industrieux et actifs qui la font fructifier.

—La sécheresse continue toujours avec une persistance qui ne se dément pas.

—Marié, à Slidell, Louisiane, le 27 octobre 1886, à la résidence de la fiancée, par Alph. G. Tucker, M. J. P. Antoine Provost, jeune, à Mlle Talitha C. Cherry, tous deux de la paroisse.

Le *Democrat*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 6novembre :

Les travaux de la nouvelle levée devaient commencer cette semaine, mais vu que l'on est obligé de déplacer plusieurs bâtisses, de les reporter à une certaine distance en arrière, pour laisser les ingénieurs le terrain complètement libre, il a fallu tout retarder. On a l'intention de se mettre à l'œuvre, lundi, mais nous ne croyons pas qu'on puisse le faire avant mardi ou mercredi, si l'on veut éviter tous les obstacles. Il est impossible d'employer quantité de travailleurs et pousser rapidement la construction. La rue Bank, une des principales de notre localité, va disparaître.

—Nous venons de serrer la main à notre excellent ami Will S. Mavor, ancien commis de bateau à vapeur "Jesse K. Bell". Il est maintenant employé chez MM. Kelly frères, planteurs de riz de la paroisse Ascension. Ces messieurs viennent d'établir un moulin à riz ; ils travaillent bien et à bas prix et sont en état de vendre leurs produits, à très bon marché. Encore une très bonne amélioration dans nos environs.

Le *Fermier Louisianais*, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 6 novembre :

Le temps, malgré une menace qui, heureusement, n'a pas eu d'effets, se maintient au beau, et nos habitants en profitent pour hâter la cueillette de coton, rentrer les patates douces, le reste du foin et du maïs et se préparer aux travaux actifs de la roulaison, qui, malheureusement, ne sera ni aussi longue, ni aussi fructueuse que nous le désirerions.

En général, les cannes sont dures et vertes, mais comme la gelée, qui a fait sa première apparition, jeudi dernier, tend à les mûrir et à leur donner leur pleine proportion de matière saccharine, nous pensons qu'avec une saison favorable—ce qu'il faut espérer—le rendement sera assez abondant pour récompenser nos planteurs de leurs peines.

Bien qu'au total, la récolte, dans notre région, doive être classée comme moyenne, nous n'en n'avons pas moins été très heureux d'être épargnés par les tourmentes atmosphériques qui, ailleurs, ont causé tant de dommages.

Le commerce renaît, ainsi que la confiance ; ces deux facteurs de la prospérité se manifesteront plus encore, aussitôt que nos planteurs sauront se suffire à eux-mêmes. Ils y viennent, peu à peu ; c'est on ne peut plus consolant.

—Nos bayous, nos lacs, nos baies, nos platins, tous nos cours d'eau pullulent de tortues, les meilleures et les plus vantées du monde. Pourquoi ne pas en organiser la pêche systématiquement, ne pas les expédier pour le Nord, l'Ouest, où elles rapporteront un prix de fantaisie. Il y a là, nous en sommes certains, un commerce très rémunérateur à entreprendre.

—Marié, à Royville, par le Père Chabrier, le Dr F. F. Young, d'Abbeville, à Mlle Noémi Roy, fille de M. Désiré Roy, de la paroisse Lafayette.

L'*Entreprise*, Nouvelle Ibérie, paroisse Ibérie, du 8 novembre :

M. A J. Decnir a commencé la roulaison, jeudi dernier, sur son habitation La Estancia, paroisse Ste. Marie. Tout allait bien, quand, vers les 11 heures du soir, les deux roues principales se sont brisées. On les a envoyées, immédiatement, à la fonderie Lutzenberger, dans notre localité. Là, on a pris les mesures sans plus tarder ; on en a fait de nouvelles roues, et, dès dimanche soir, les travaux ont pu recommencer. C'est donc un bienfait pour le pays que l'établissement d'une fonderie comme celle de M. Lutzenberger. Ces accidents n'arrivent pas aux sucreries qui se servent du Régulateur de Pression hydraulique de McDonald.

—Décédé, sur l'habitation de M. Valery Lemaire, dans notre paroisse, M. Evariste Dugas. Il laisse une femme et trois jeunes enfants pour pleurer sa perte. Sa mort est vivement regrettée par ses nombreux amis.

La Photographie de la parole.—C'est encore aux Etats-Unis que le monde doit cette invention, comme le *phonographe* et l'Edison, comme le *téléphone* de Graham Bell, qui a découvert la marche, il y a dix ans, dans la découverte de ces merveilles.

Voici en quoi consiste cette invention, dont Graham Bell est l'auteur :

"Si l'on dirige un jet d'air sur une flamme, et qu'on vienne à imprimer des pulsations à ce jet, au moyen d'ondes sonores produites par la voix, ces pulsations sont reproduites sur la flamme, qui rend un son musical : c'est là ce qu'on appelle les *flammes chantantes*.

"Il serait beaucoup trop long d'expliquer par quel mécanisme Graham Bell arrive à recueillir, sur une plate photographique sensibilisée, l'image de ces vibrations donnant des couches d'une épaisseur variable. Qu'il suffise de dire que, si l'on interpose cette plaque dans un circuit microphonique, ces couches variables formant des monts et des vallées font varier l'intensité du courant et reproduisent, dans le téléphone les sons originaux.

"Ici, c'est la photographie qui donne l'image du son, mais c'est l'électricité qui fait que *l'on entend cette image*."

Dans une correspondance adressée à l'Académie des sciences, de Paris, M. Léon Espinlle, de Toulouse, annonce qu'il a reproduit, avec un plein succès, les expériences de Graham Bell.

Un nouveau revolver.—Un fabricant d'armes de Naples a récemment inventé un nouveau revolver, qui serait une véritable mitrailleuse portative. Cette arme, destinée à la cavalerie, a donne canons à feu simultanés et partiel, et partiel, et peut, en quelques secondes, envoyer une véritable pluie de plomb sur l'ennemi.

Ce nouvel engin du poids de 2 kilog. 1½, est soumis, en ce moment, à l'examen d'une commission militaire.

Enseignement Primaire.

Discours de M. le comte Albert de Mun.

Voici le texte du discours que M. le comte Albert de Mun a prononcé, le 26 octobre, à la Chambre de France, contre la loi d'enseignement, qui vient d'y être adoptée.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Messieurs, je n'ai pas l'intention, en prenant la parole, de retarder bien longtemps l'achèvement, je ne dirai pas de la délibération, mais de l'*exécution* à laquelle on procède dans cette enceinte. (Applaudissements à droite.)

M. LE PRÉSIDENT.—Monsieur de Mun, je ne vous permettrai pas cette parole... (Protestations sur les mêmes bancs.—Très bien ! très bien ! à gauche.)

A droite.—C'est l'exacte vérité !

M. LE PRÉSIDENT.—Comment, messieurs, vous ne voulez même pas écouter le président !

Je ne vous permettrai pas, monsieur de Mun, d'employer une pareille expression, et je vous prie de la retirer.

Voir à droite.—Non ! non ! ce n'est pas possible !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Monsieur le président, vous me demander de retirer la parole que j'ai prononcée ?

M. LE PRÉSIDENT.—Oui, je vous demande de la retirer...

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Ou, j'imagine, de l'expliquer.

M. LE PRÉSIDENT.—Bien entendu, si vous le pouvez.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Eh ! bien, monsieur le président, si j'avais dit que vous nous avez privés, dans cette discussion, du droit de soutenir nos opinions, je serais certainement dans mon tort, car vous nous avez laissé, comme toujours, toute liberté de parole. (Oui ! oui ! et applaudissements à droite.)

Mais ce n'est pas cela que j'ai dit. J'ai qualifié du mot d'"exécution" le spectacle auquel nous assistons ici depuis quatre jours, et, ce spectacle, le voici :

Nous avons vu, d'un côté, des hommes défendant tout ce que, dans tous les pays du monde, on regarde comme les droits les plus sacrés.... (Applaudissements à droite), la liberté des âmes, l'autorité paternelle, l'indépendance des convictions; nous les avons vus multiplier leurs efforts, courageusement, malgré le parti pris qu'on leur opposait dès le premier moment ; et, de l'autre côté, nous avons vu une majorité exécutant dans le silence son œuvre de haine et de passion. (Vifs applaudissements à droite. —Protestations à gauche.)

Nous avons vu un rapporteur ne paraissant sur les degrés de la tribune que pour se faire commander d'en descendre. (Nouveaux applaudissements à droite.)

Nous avons vu des hommes, enfin, n'élevant la voix que pour retirer tout ce qu'ils avaient proposé.... (Interruptions à gauche.—Nouveaux applaudissements à droite).

Un membre à gauche.—Mais c'était leur droit !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Je n'ai pas dit que ce ne fût pas leur droit.

J'ai dit que nous avions vu des hommes ne paraître à la tribune que pour abandonner les principes qu'ils venaient de proclamer comme la règle de leur conscience. Très bien ! très bien, à droite.)

Voilà le spectacle que nous avons eu sous les yeux, et s'il est lamentable, il peut aussi être instructif pour le pays. (Très-bien ! très bien ! à droite.—Exclamations ironiques à gauche.)

M. LE PRÉSIDENT.—Je demande à M. de Mun si, oui ou non, il retire la parole qu'il a prononcée tout à l'heure.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Je crois l'avoir suffisamment expliquée, monsieur le président.

Il m'est impossible, monsieur le président, de rien retirer, et j'aime mieux m'en rapporter, comme vous nous y invitez, au jugement du pays. (Vifs applaudissements à droite.)

M. LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas vous, le pays : c'est nous ! (Rires à droite.)

M. LE PRÉSIDENT.—Eh ! bien, puisque M. de Mun déclare qu'il maintient sa parole, qu'elle ira devant le pays, elle ira avec un rappel à l'ordre et avec cette réflexion. (Interruptions à droite)

M. DE LA ROCHEFOUCAULD, DUC DE BISACCIA.—Tous ! tous ! rappelez-nous tous à l'ordre ! (Bruit.)

M. LE PRÉSIDENT.—Monsieur de Mun, je vous rappelle à l'ordre. (Très bien ! très bien ! à gauche.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Messieurs, j'ai demandé la parole tout à l'heure quand j'ai entendu M. le rapporteur invoquer une fois de plus, pour justifier la loi que vous allez voter, le nom de la liberté. Je l'ai demandée parce qu'il y a ici une chose inacceptable entre toutes, et contre laquelle nous protesterons jusqu'au bout : c'est qu'on ajoute à la violence qui nous est faite espèce de raillerie et que, décrétant une loi de tyrannie.... (Protestations à gauche.—Applaudissements à droite).... on veuille encore la présenter au public comme une loi de liberté.

Je comprend très bien ceux qui disent franchement qu'ils veulent en finir dans le pays avec l'éducation chrétienne....

Plusieurs membres à gauche.—Allons donc !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Je comprends très bien ceux qui demandent nettement, comme M. Madier de Montjau, une loi pour tuer le catholicisme, qui disent tout haut, comme M. Ducondray, que les catholiques sont hors la loi. Ceux-là, je les comprends ; ce sont des Jacobins avoués (Applaudissements à droite),ce sont les ennemis de tout ce que nous aimons, de tout ce que nous respectons, de tout ce qu'aime et respecte la majorité du pays. (Exclamations à gauche.)—Applaudissements à droite.)

Mais au moins ce sont des ennemis démasqués ; c'est la guerre, mais au moins la guerre franchement déclarée. Je les comprends ; ils sont logiques avec eux-mêmes.

Mais ce que je ne comprends pas, ce sont les hommes qui, pour donner le change à l'opinion, prétendent couvrir avec des mots généreux, avec la liberté, le respect des croyances, le développement de l'instruction, ce qui n'est qu'une effroyable entreprise de tyrannie contre la conscience publique.

Ceux-là, ce sont des Jacobins honteux : ce sont des ennemis acharnés, mais qui se couvrent le visage : c'est bien la guerre, la guerre à outrance, mais une guerre de surprises et d'embuscades. (Applaudissements à droite.)

Voilà la dissimulation contre laquelle je proteste devant le pays, pour qu'il ouvre bien les yeux et que la question soit posée comme elle doit l'être entre vous et lui. Elle ne l'est pas. (Applaudissement sur les mêmes bancs.) Et il en est de la question scolaire comme de la question des cultes, comme de la question religieuse ; à l'exception de quelques-uns qui sont dans des conditions électorales particulières, jamais vous n'oserez avouer dans vos départements ce que vous faites ici, y déclarer franchement, hautement, que vous voulez imposer coûte que coûte à toute la nation, non seulement comme M. le ministre de l'instruction publique a fait tout à l'heure à M. Paul de Cassagnac, une éducation républicaine, ce qui est déjà un despotisme monstrueux.... (Nouvelles exclamations à gauche.—Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite.)

Un membre à gauche.—Comment ! sous la République, c'est du despotisme que de donner à la population une éducation républicaine !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN....mais ce qui est une tyrannie bien plus odieuse encore, lui imposer une éducation sans croyances et des écoles où l'on enseignera le mépris et la haine du christianisme. (Dénégations à gauche.—Oui ! oui ! à droite.)

Vous ne l'oserez pas, parce que vous savez bien, quoi que vous en disiez, que vous n'avez pas l'opinion avec vous. (Applaudissements à droite.)

L'autre jour, M. le ministre de l'instruction public s'est vanté, à la tribune, d'être soutenu dans son œuvre de laïcisation. (Oui ! oui ! à gauche.) C'était dans doute en souvenir de l'éclatant témoignage de confiance que lui ont décerné l'année dernière, au premier tour de scrutin, les électeurs de la Somme... Rires à droite.—Murmures à gauche.)

Mais si vous avez l'opinion avec vous, pourquoi donc êtes-vous obligés, presque chaque fois que vous laïcisez une école, d'appeler à l'aide vos forces administratives et quelquefois vos forces militaires pour briser la résistance des communes ? Pourquoi ces manifestations, presque ces émeutes de femmes, de mères de famille, qui essayent de barrer la route à vos inspecteurs et à vos sous-préfets ?

Un membre à gauche.—Ce sont des insurgés !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Pourquoi, si vous avez l'opinion pour vous, votre liberté ne peut-elle se prononcer dans le pays qu'escortée par la force ? Et pourquoi enfin, ici même, cette loi loi qui vous tient tant à cœur et qui n'est rien qu'un arsenal savamment construit pour imposer votre enseignement malgré toutes les résistances, cette loi qui ne respecte rien, ni le vœu des familles, ni le vœu des communes, ni la bourse des contribuables ? (Applaudissements à droite.) Pourquoi ? si ce n'est parce que vous sentez que vous n'avez rien à attendre du consentement, du mouvement spontané des populations, pas même dans le peuple de Paris, qui vote pour vous, mais qui donne, en dépit de vous, des exemples magnifique de fidélité à ses anciens maîtres ! (Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite.)

Vous savez tout cela. Vous ne pouvez pas l'ignorer ; les statistiques que vous établissez vous-mêmes sont écrasantes :

Dans toute la France, de 1882 à 1884, l'enseignement public congréganiste a perdu, par la laïcisation, 94,000 élèves; l'enseignement libre en a retrouvé 87,000; ainsi les lois, les mesures violentes, les menaces de fonctionnaires n'ont fait, en tout, gagner aux écoles publiques laïques que 7,000 élèves. (Applaudissements à droite.)

Voilà ce que vous appelez un mouvement d'opinion !

Mais c'est un désaveu éclatant. (Très bien ! sur les mêmes bancs.)

Mais c'est un désaveu éclatant. (Très bien ! sur les mêmes bancs.)

Oh ! ne me dites pas qu'on n'enseigne pas le mépris de nos croyances : ne me parlez pas de la neutralité ! Je ne veux pas rentrer dans cette discussion de la neutralité.... (Ah ! ah ! à gauche) ; non je ne veux pas y rentrer ! Tout a été dit par mes amis. Mais, enfin, cette neutralité, ce respect des croyances, cette espèce de spiritualisme vague et mal défini, ces promenades du soir devant la beauté du firmament.... (Rires à droite,) toutes ces belles choses, permettez-moi de vous le dire, ne sont plus de mise, au point où nous en sommes ; ce sont des phrases, des grands mots, des arguments de tribune qui peuvent frapper les esprits, mais qui ne rien à faire avec la pratique. (Applaudissements à droite.)

Tout cela est chimérique, parce que personne, ni vous ni moi, n'a encore rencontré de maître nantre dans ses croyances, parce que, s'il existait, ce maître, si vous le rencontriez, il vous dirait, sans idées, sans convictions d'aucune sorte, vous serier les premiers à le mépriser, et parce que quiconque est animé d'une conviction, d'une idée, d'une passion, est incapable par lui-même, de la dissimuler dans un enseignement de tout les jours, de toutes les heures, qui le met à tous les instants en contact avec les enfants. (Très bien ! très bien ! à gauche !)

A gauche: Voilà pourquoi nous ne voulons pas de congréganistes !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Est-ce que j'ai demandé la neutralité, moi ?

Encore une fois, tout cela, c'est de la théorie, bonne pour la tribune : mais dans la pratique, vous savez bien ce qui se passe dans les communes ; vous savez bien que la guerre y est presque partout entre l'instituteur et les familles, que ces palais scolaires, bâtis à grands frais, sans souci des dettes accumulées sur les dos des contribuables, vous savez bien qu'ils restent très souvent vides, ou peuplés seulement des enfants raçolés par la menace, pendant qu'en face, l'école libre est florissante ; vous savez bien cela et que, s'il en est ainsi, c'est justement qu'il n'y a pas de neutralité.

Est-ce que vous n'avez pas entendu parler comme moi, comme tout le monde, de ce qui se dit dans vos écoles publiques, de ces dictées, de ces devoirs, de ces chansons même, sol-disant patriotiques, qu'on apprend en pleine classe et qui jettent le mépris sur tout ce que vous respectons ? (Applaudissements à droite.)

Est-ce que vous n'avez pas entendu parler des emblèmes religieux profanés ?.... (Nouveaux applaudissements à droite) et, par exemple, de cette commune de la Gironde où un crucifix a été brisé par l'instituteur et jeté.... je ne puis pas dire où.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.—Avez-vous entendu parler de mon intervention ?

M. LE COMTE ALBERT DE MUN—Il ne s'agit pas de votre intervention.

M. LE MINISTRE.—C'est trop commode !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN—Non ! il ne s'agit pas de votre intervention : il s'agit de ces choses qui ont cours dans la commune : elle est venue après coup ; le mal était fait. (Applaudissements à droite.)

Voilà ce qui se passe, et je vous demande alors ce que nous pouvons penser de vos déclarations et de votre neutralité ; je dis qu'elle ne peut jeurrer comme votre liberté est un mot, inventé pour tromper le pays et détourner ses yeux de l'oppression que vous préparez.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE—Je demande la parole.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Un mot inventé pour détourner l'attention du pays, parce que vous savez bien que, s'il y voyait clair ce pauvre pays, qui souffre déjà par vos affaires et son labeur quotidien, et qui n'a pas le temps de lire ce que nous disons ici, vous savez bien qu'il ne supporterait pas votre tyrannie, pas plus qu'il ne supporterait les charges dont vous l'accablez, la ruine que vous lui imposes, s'il se rendait compte de l'entreprise formée contre lui.

Sur ce terrain-là aussi c'est la même chose ! quand vous êtes embarrassé, quand vous êtes mis au pied du mur, comme par le beau discours de M. Fairé, vous vous en tirez en montant au Capitole, et en nous décernant des triomphes pour avoir dépensé en l'honneur de l'instruction publique, des millions que vous prenez dans la bourse des contribuables. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Ah ! je comprendrais que de ce côté (la droite) ce félicitât de l'œuvre accomplie, qu'on parlât de l'honneur qu'on s'est acquis ; je comprendrais que ces hommes qui, placés depuis quatre ans dans la dure nécessité de payer vos impôts pour soutenir un enseignement qu'ils détestent.... (Exclamations à gauche.—Applaudissements à droite.)

M. HUBBARD.—Nous, nous laissons le vote !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—..... des hommes qui, malgré tout, ont cependant cette force de dire : nous avons d'énergie et de générosité, pour couvrir Paris et la France d'écoles libres, au prix de sacrifices inouïs, je comprendrais que ces hommes pussent parler de l'honneur d'un parti et de ce qu'a su faire l'étroite solidarité des croyances et du dévouement. (Interruptions à gauche.—Vifs applaudissements à droite.)

Voulez-vous essayer ?

Voix à gauche.—Oui ! oui ! parfaitement !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN.—Voulez-vous, au lieu de frapper à la porte des contribuables, faire appel au zèle, à la générosité des libres-penseurs, des partisans de l'enseignement laïque ? Voulez vous appeler à la rescousse la Ligue de l'enseignement, et même les spiritualistes de l'école de M. Goblet ? (Rires à droite) voulez-vous ? Quand vous nous aurez battus avec ces armes-là, vous pourrez monter à la tribune et parler de l'honneur de votre parti et de la solidarité de vos croyances ! (Applaudissements répétés à droite).

Jusque là, vous n'avez le droit de parler que de votre despotisme. (Applaudissements à droite.) Eh ! bien, vous abusez du pays.... (Exclamations et rires ironiques à gauche et au centre. — Oui ! oui ! à droite.) Oui, vous abusez du pays et de cette trop longue habitude qui le courbe sous la légalité administrative. Vous pouvez bien ici étouffer la discussion. (Vives réclamations à gauche.) Vous pouvez bien ne pas nous répondre....

Un membre à gauche.—Cela, c'est notre affaire, et non pas la vôtre.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — ..... Vous pouvez, étant les plus nombreux, nous vaincre sans peine à coup de bulletins ; mais vous ne pouvez pas nous faire courber la tête et à nous résigner : au dehors, dans le pays, les questions ne se tranchent pas par nous et levé ; au lendemain de votre vote, la lutte commencera ; vous ne pourrez pas nous empêcher d'en appeler de votre arrêt, de celui de la conscience publique et nous n'y manquerons pas !

Et puisque vous avez voulu la guerre, vous l'aurez.... (Exclamations et applaudissements ironiques à gauche. — Applaudissements répétés à droite.)

Vous l'aurez ; ou du moins je vous déclare qu'il ne tiendra pas à moi que vous ne l'ayiez, et ce sera, comme l'a dit M. Goblet, une grande guerre ; car elle mettra aux prises, d'un côté, la force et le despotisme de l'Etat, et de l'autre, la conscience publique, dégagée de l'étreinte de son droit, qui la rend toute puissante et qui lui assure à la fin la victoire ; parce qu'il y a, vous le savez bien, il y a des lois qui ne sont pas écrites, qui sommeillent au fond des cœurs, où la tyrannie les réveille un jour.... (Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite).... et les dresse tout à coup, pour une expiation, contre ceux qui ont osé les violer. (Applaudissements prolongés à droite. — L'orateur, en retournant à sa place, est félicité par ses amis.)

France et Russie.—Le *Novoié Vrémia* publie un article concernant le rôle éminent que la France reconnence à jouer en Europe. Le journal russe dit que l'ensemble des événements politiques qui se sont produits dernièrement a rendu de plus en plus ferme, à Saint-Pétersbourg, la conviction que la Russie n'a pas le moindre intérêt à se dispenser d'apprécier l'amitié de la France.

Il déclare désirer sincèrement que l'événement diplomatique dont Berlin a été, samedi dernier, le théâtre se reproduise le plus tôt possible à Saint Pétersbourg. Le journal russe termine en disant que l'arrivée d'un nouvel ambassadeur de France à Saint Pétersbourg n'a peut-être jamais été aussi opportune qu'en ce moment-ci.

—Le même journal, en parlant, le lendemain, de l'intention attribuée au gouvernement français de soulever, avant l'Europe, la question égyptienne, émet les réflexions suivantes :

"Nous devons nous réjouir de ce que le gouvernement français ne laisse pas échapper l'occasion favorable qui s'offre à lui. Le moment est, en effet, venu de mettre fin à un état de chose qui enlève entièrement à la question d'Egypte son caractère international, dont le maintien est du plus haut intérêt pour toutes les puissances qui possèdent une flotte et qui ont, par conséquent, besoin de naviguer librement dans le canal de Suez.

"La Russie est au nombre de ces puissances, et il est, du reste, très important pour nous de rappeler à l'Angleterre qu'il n'est pas difficile de louver dans sa politique extérieure un point vulnérable, un point beaucoup plus sensible que la nécessité de songer à des mesures décisives en Bulgarie.

"Si la France et la Turquie se décident réellement à demander à l'Angleterre l'évacuation de l'Egypte, il est hors de doute que la Russie appuiera une réclamation aussi juste et aussi opportune."

Récolte de coton des Etats-Unis.

M. C. H. Parker, secrétaire du "National Cotton Exchange" a reçu le rapport de cette dernière Bourse, qui vient d'être publié. La tempête en octobre a été extrêmement favorable à la cueillette. On estime que les trois quarts de la récolte ont déjà été mis en balles. Il y a eu de fortes gelées dans toute la zone cotonnière pendant la dernière semaine d'octobre.

Le rendement a été tel qu'on l'espérait dans tous les Etats, excepté dans le Mississippi, l'Alabama et les deux Carolines.

Voici ce que sera la récolte de coton au dire des experts :

	Acreage.	Rendement par acre	Produit en balles.
Virginie, Missouri et etc.	114,400	33	37,818
Caroline du Nord	1,034,800	33	341,517
Caroline du Sud	1,590,150	31½	500,897
Georgie	2,942,650	31½	926,925
Floride	244,800	35	41,200
Alabama	2,752,000	29	798,080
Tennessee	814,300	37½	305,362
Mississippi	3,329,700	36	828,692
Arkansas	1,236,850	50	643,423
Louisiane	1,022,700	48	470,442
Texas	3,612,200	41¼	1,490,035
	17,744,850	861	6,414,400

Ligature de l'iliaque interne.—M. Poncet, de Lyon, a lié cette artère chez un malade atteint d'anévrasme. Jusqu'ici, cette opération n'avait été faite que douze fois, et jamais encore en France.

Décédée dimanche, 7 novembre, à 2 heures et demie de l'après-midi, Dame GUSTAVE SIBADEY, née Caroline Herqué. Agée de 40 ans.

Les journaux de Paris, Bordeaux, France et Colmar, Alsace, sont priés de reproduire cet avis.

Décédée, mercredi 10 novembre à 7 heures 30 P. M à l'âge de 30 ans, Dame A. BELL, née Rosalie Courtade, native de Paris, France. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister aux funérailles, qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures

Le convoi partira de sa dernière résidence 552, avenue St Charles.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 540 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes